

Bâle - Conférence du Rhin supérieur

Promouvoir l'emploi au-delà des frontières

Les acteurs de la Conférence du Rhin supérieur ont choisi, pour 2016, d'accorder des priorités aux domaines économique, climatique, énergétique, de la santé et des transports.



« Les défis sont de taille mais nous avons la ferme volonté d'avancer dans un espace politique et économique commun », a déclaré Guy Morin, président du Conseil d'État du canton de Bâle-Ville. Placée sous sa présidence durant toute cette année, la conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur a mis l'accent, vendredi matin, sur sa volonté de renforcer et élargir la coopération transfrontalière, portée notamment par des projets Interreg trinationaux.

Un soutien à la formation

Priorité donc à la mobilité professionnelle par-delà les frontières : « Nous voulons prendre en compte le marché du travail et les mouvements des frontaliers. » En fonction de la demande des employeurs, il s'agira « d'ici 2030 » d'amener les salariés à « bouger de manière plus flexible » et de faire en sorte qu'ils puissent trouver un emploi en Suisse. Une ambition qui devra passer par un soutien à la formation mais aussi par une reconnaissance de ces formations au niveau trinational. « Il y aura lieu de renforcer la coopération du Rhin supérieur, via Eures-T et le réseau Infobest. Un échange sur les thèmes de la libre circulation des personnes et du marché du travail doit par ailleurs être initié. »

En termes d'énergies renouvelables et de protection de l'environnement, dont la nappe phréatique, les « bonnes pratiques s'échangent » maintenant entre les trois pays. Elles se poursuivront tandis que, sur le même modèle, des réflexions porteront sur une valorisation standardisée des déchets.

« Bâtir un système fiable et robuste »

En matière de santé, des synergies transfrontalières dédiées aux prestations de santé seront favorisées. Elles existent déjà entre l'Allemagne et la Suisse mais piétinent du côté français. Là encore, des objectifs partagés devront être définis. Cette année, dans la perspective « d'un territoire sanitaire commun », un centre de compétences sera mis en place. Pour autant, le travail consistera d'abord « à créer une base de données, à définir des champs de coopération... » La pénurie de personnel médical se fait ressentir dans les trois pays : « Nous devons apprendre les uns des autres pour connaître le manque », a reconnu le président. Pour Jacques Garau, secrétaire général aux affaires régionales et européennes pour la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, il est question « de bâtir un système fiable et robuste [...] Nous ne pouvons pas déstabiliser nos systèmes. »

Ce premier comité de l'année a abordé, en particulier, l'avant-projet de raccordement ferroviaire de l'EuroAirport - quatre millions d'euros, cofinancés à parts égales par Interreg V, la France et la Suisse ; la fermeture de la centrale de Fessenheim; de nouvelles phases de planification de l'électrification de la ligne du Hochrhein, dans le Bade-Wurtemberg.

Des dossiers d'envergure et des enjeux auxquels la réforme territoriale française, présentée par Jacques Garau, devra répondre.